

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (soir) 18 mars 2015

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

46 2015.RRGR.9 Motion 002-2015 Knutti (Weissenbourg, UDC)

Plan directeur 2030: limiter les dégâts pour les communes rurales et les communes de montagne

N° de l'intervention: 002-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 06.01.2015
Déposée par: Knutti (Weissenbourg, UDC) (porte-parole)
von Känel (La Lenk, UDC)
Speiser-Niess (Zweisimmen, UDC)
Cosignataires: 2
Urgence: accordée le 22.01.2015
N° d'ACE: 211/2015 du 25 février 2015
Direction: JCE

Plan directeur 2030: limiter les dégâts pour les communes rurales et les communes de montagne

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Soumettre le plan directeur cantonal 2030 à l'examen et à l'approbation du Grand Conseil.
2. Veiller à ce que les communes aient toutes les mêmes possibilités de croissance démographique dans le plan directeur 2030.
3. Soumettre le plan directeur 2030 au référendum.

Développement :

Le plan directeur 2030 n'offre quasiment aucune possibilité de développement aux communes rurales et aux communes de montagne. Cette évolution préoccupante doit être contrée par tous les moyens. Les mesures d'envergure du plan directeur 2030, qui auront des conséquences radicales pour les communes et les propriétaires fonciers, ne doivent pas relever de la seule compétence du Conseil-exécutif.

Le plan directeur 2030 tel qu'imaginé par le Conseil-exécutif aura des conséquences néfastes pour l'Oberland bernois. Sur une période de 15 ans, les terrains à bâtir que le Conseil-exécutif est disposé à concéder aux communes rurales et aux communes de montagne leur permettront une croissance démographique ne dépassant pas quatre pour cent. Ce qui équivaut dans bien des communes de l'Oberland à un gel du zonage pour les 20 prochaines années.

La croissance démographique atteindra par contre jusqu'à douze pour cent dans les villes, les agglomérations et dans certains pôles du 4^e niveau choisis arbitrairement. Il s'agit là d'une grave inégalité de traitement qui va creuser encore l'écart entre les communes riches et les communes pauvres. Le développement économique et démographique se concentrera manifestement dans les zones urbaines et dans certaines communes.

Le Grand Conseil, qui représente le peuple, doit dès lors pouvoir amender et améliorer le plan directeur 2030.

Réponse du Conseil-exécutif

Le plan directeur du canton de Berne dans sa forme actuelle est un instrument de pilotage du Conseil-exécutif. Il intègre la dimension spatiale dans la pesée des intérêts politiques et est lié à la planification politique ainsi qu'au plan intégré «mission-financement». Sa durée de validité n'est pas limitée, mais il est mis à jour tous les deux ans dans le cadre d'un controlling. Le Conseil-exécutif considère que ces caractéristiques, ainsi que la répartition des compétences, ont fait leurs preuves.

Il a montré, dans les trois derniers rapports sur l'aménagement du territoire, que cet instrument est reconnu et qu'il déploie des effets.

La motion demande à ce que le partage des compétences soit modifié. Une révision de la loi sur les constructions (LC) serait nécessaire à cet effet: selon l'article 104, alinéa 3 LC, le Conseil-exécutif adopte le plan directeur et ses modifications. Par ailleurs, le plan directeur est porté à la connaissance du Grand Conseil lorsqu'il a subi un remaniement total (art. 104, al. 5 LC). En vertu de la LC en vigueur actuellement, le Conseil-exécutif ne peut donc pas soumettre le plan directeur au Grand Conseil pour approbation (point 1 de la motion) ni le soumettre au référendum (point 3).

En vertu de l'article 10, alinéa 1 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT), les cantons règlent la compétence et la procédure concernant le plan directeur. Ils sont libres de décider si ce dernier ressortit au pouvoir exécutif ou au pouvoir législatif. Comme l'a montré un relevé réalisé par l'Association suisse pour l'aménagement national (ASPAN) en 2011 sur mandat du canton de Berne, la compétence pour le plan directeur cantonal est détenue dans sept cantons par le parlement, dans six cantons par l'exécutif exclusivement et dans treize cantons (dont celui de Berne) par l'exécutif, le parlement ayant un rôle consultatif. Le plan directeur n'est soumis au référendum dans aucun canton.

Depuis son introduction dans le canton de Berne, le plan directeur relève de la compétence du Conseil-exécutif. La disposition prévoyant qu'il est porté à la connaissance du Grand Conseil après avoir subi un remaniement total a été ajoutée dans la LC en 2004. Grâce au rapport sur l'aménagement du territoire au sens de l'article 100 LC, le Grand Conseil est informé tous les quatre ans de l'état de l'aménagement du territoire et en particulier de la mise en œuvre du plan directeur; il peut exercer une influence dans ce domaine au moyen de déclarations de planification. Le rapport sur l'aménagement du territoire de 2014 a été traité au Grand Conseil à la session de novembre 2014.

Dans le cadre des procédures de participation publique et de consultation concernant le plan directeur 2030, qui se sont terminées récemment, seule une prise de position sur 300 environ réclamait le transfert au Grand Conseil de la compétence pour le plan directeur.

Une redistribution des compétences impliquerait une révision complète de la forme et du contenu du plan directeur. Dans sa forme actuelle, le plan directeur énonce dans de nombreux domaines des conditions générales fondées sur des prescriptions de rang supérieur ou sur les objectifs de développement spatial du canton de Berne. Ces conditions générales doivent être concrétisées au cours d'étapes d'aménagement ultérieures. La plus grande marge de manœuvre possible est ainsi ménagée aux entités chargées de l'aménagement situées à un niveau inférieur, notamment les communes, dont l'autonomie est ainsi respectée. Les cantons dans lesquels le plan directeur relève exclusivement de la compétence du pouvoir législatif (p. ex. Zurich, Argovie ou Zoug) inscrivent des prescriptions d'ordre spatial souvent très concrètes dans le plan directeur, limitant ainsi la liberté d'action des communes.

L'exemple du canton de Zurich montre en outre que l'élaboration du plan directeur présente un certain nombre de problèmes du point de vue temporel lorsqu'il s'agit d'un instrument du pouvoir législatif: le processus de remaniement total du plan directeur a duré huit ans, et les débats ont occupé une semaine entière d'une session parlementaire.

Le projet de plan directeur 2030 met en œuvre les exigences de la LAT révisée. Selon les dispositions transitoires (art. 38a, al. 2), la surface totale des zones à bâtir ne doit pas augmenter dans le canton jusqu'à l'approbation de l'adaptation du plan directeur et de la partie concernant le milieu bâti par le Conseil fédéral, ce qui équivaut de fait à un moratoire sur le classement en zone à bâtir. Si l'approbation du plan directeur par le Conseil fédéral n'a pas lieu dans les cinq ans, un gel absolu des classements entre en vigueur (art. 38a, al. 3 LAT). Le délai expire au 30 avril 2019.

En raison de ces dispositions transitoires, le Conseil-exécutif a lancé l'élaboration du plan directeur 2030 immédiatement après l'adoption de la révision de la LAT par le peuple et soumis le projet aux procédures de participation publique et de consultation l'automne dernier. Si la loi sur les constructions était modifiée selon les vœux des auteurs de la motion et que le projet de plan directeur 2030 doive être entièrement remanié dans la foulée, le délai imparti par la législation fédérale ne pourrait selon toute vraisemblance pas être respecté. Le moratoire sur le classement en zone à bâtir se prolongerait puis serait remplacé par un gel des classements dont les conséquences pour le canton et l'économie peuvent difficilement être estimées.

Pour ces raisons, le Conseil-exécutif propose le rejet des points 1 et 3 de la motion.

Au point 2, les motionnaires demandent une modification du contenu du projet de plan directeur 2030. Ce point revêt les caractéristiques d'une motion ayant valeur de directive, dans la mesure où les compétences ne subissent pas de modifications au sens des points 1 et 3.

Le plan directeur 2030 met en œuvre les nouvelles exigences du premier volet de la révision de la LAT, qui a été accepté par une large majorité – deux tiers – des votants dans le canton de Berne. La population a ainsi confié un mandat clair aux autorités. Les instruments employés par la Confédération pour mettre en œuvre cette révision partielle, qui sont la révision de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT), le complément au guide de la planification directrice et les directives techniques sur les zones à bâtir, ne laissent aux cantons que peu de marge de manœuvre. Ils exigent notamment un développement différencié en fonction de la catégorie d'espace.

Le projet de plan directeur 2030 se fonde sur le scénario «haut» de l'évolution démographique dans le canton de Berne (selon l'Office fédéral de la statistique). Les valeurs projetées constituent la limite supérieure permise par l'OAT pour le calcul de la dimension des zones d'habitation, des zones mixtes et des zones centrales. Le canton exploite par conséquent pleinement la marge de manœuvre accordée par la Confédération.

La répartition de la population découle du projet de territoire du canton de Berne et des types d'espace qui y sont définis. Le développement démographique attendu est plus élevé dans les espaces centraux. Des centres des niveaux 3 et 4 se trouvent dans tout le canton et dans chaque région. Les centres du niveau 4 ont été définis par les régions dans les conceptions régionales des transports et de l'urbanisation (CRTU) selon des critères uniformes et des processus légitimés démocratiquement. Si ces centres régionaux sont renforcés, les communes alentour en profiteront. Des centres touristiques, dans lesquels un développement démographique plus élevé est possible, sont en outre définis dans le plan directeur (sur la base des CRTU).

Le gel des classements en zone à bâtir, critiqué dans le développement de la motion, ne dépend pas de l'emplacement d'une commune ou de son affectation à un certain type d'espace, mais bien plutôt de la taille de ses réserves de terrain à bâtir, donc de la densité existante. Le gel des classements ne touchera pas seulement les communes de l'Oberland bernois, mais aussi de nombreuses communes et villes bernoises disposant de grandes réserves de terrain à bâtir et dont le tissu bâti n'est donc pas très dense.

L'égalité de traitement des communes en ce qui concerne le développement démographique tel que la réclament les motionnaires serait contraire aux exigences du droit fédéral et ne serait pas souhaitable du point de vue pratique. Pour cette raison, le Conseil-exécutif propose également le rejet du point 2 de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

La présidente. Nous passons tout de suite à l'affaire 46, motion de M. Knutti, Plan directeur 2030: limiter les dégâts pour les communes rurales et les communes de montagne. Le motionnaire a la parole et je prie les groupes de s'annoncer. Monsieur, c'est à vous.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Mit dem Vorschlag des Richtplans 2030 hat der Regierungsrat nach meiner Auffassung ganz klar über das Ziel hinausgeschossen. Ich kann noch halbwegs verstehen, dass die Genehmigung des Richtplans dem Grossen Rat nicht vorgelegt werden muss, obschon der Richtplan in andern Kantonen, wie Zürich, Aargau oder Zug, in der Kompetenz der Legislativen liegt. Doch hier im Kanton Bern verlangt solches eine Änderung des Baugesetzes. Ich ziehe die Punkte 1 und 3 meiner Motion zurück, weil sie somit nicht umsetzbar wären.

Wir können aber nicht akzeptieren, dass der Regierungsrat den Land- und Berggemeinden nur gerade 1 bis 4 Prozent Bauland für ihr Bevölkerungswachstum während den nächsten 15 Jahren geben will. Den Agglomerationsgemeinden will er hingegen zum Teil bis zu 12 Prozent zugestehen. Ich denke, wir Grossräte haben hier eine grosse Verantwortung für den ganzen Kanton und können eine solche Ungleichbehandlung nicht zulassen. Welche Entwicklungsmöglichkeit hätten dann die Gemeinden mit dem Raumtyp Hügel- und Berggebiet, wie beispielsweise Blumenstein, Boltigen, Eriz, Innertkirchen, Rüschegg oder St. Stephan, konkret noch? Bei 1000 Einwohnern entspricht ein Wachstum von 1 Prozent genau 10 Personen. Das ergibt über 15 Jahre pro Jahr weniger als eine Person. In Bauland umgerechnet entsprechen 10 Personen rund 3 Einfamilienhausparzellen oder

rund 0,2 Hektaren. Schweizerinnen und Schweizer haben immer noch das Recht, sich an jedem Ort unseres Landes niederzulassen. Wir haben auch das Beispiel der Gemeinde Wimmis, die notabene einen Autobahnanschluss hat. Auch in einer solchen Gemeinde wird die Einzonung ähnlich beschränkt. Gerade weil wir zu unserem Kulturland grosse Sorge tragen, ist es wichtig, nicht nur dort zu bauen, wo Fruchtfolgefläche vorhanden ist, sondern eine Entwicklung über den ganzen Kanton zuzulassen.

Aus diesen Gründen wollen wir Punkt 2 aufrechterhalten und damit einigermassen eine Gleichbehandlung über den ganzen Kanton erreichen. Deshalb bitte ich Sie, den zweiten Punkt meiner Motion zu unterstützen.

Daphné Rüfenacht, Bienne (Les Verts). Ich spreche hier nur zu Punkt 2. Es ist zwingend notwendig, dass jede Region in Bezug auf das Bevölkerungswachstum unterschieden wird. Wie der Richtplan vorsieht, ist es gleichzeitig zwingend, bei den Vorgaben der Nutzungsdichte zwischen verschiedenen Raumtypen zu unterscheiden. Eine Überbauung in einem urbanen Zentrum muss dichtere Vorgaben erfüllen als eine Überbauung in einer ländlichen Gemeinde. Das ist logisch und auch richtig. Damit erklären sich auch die unterschiedlichen Wachstumsberechnungen. Bevölkerungswachstum und Nutzungsdichte wirken in der Raumplanung zusammen. Sonst braucht es entweder Hochhäuser in Diemtigen oder wir «verbetonieren» und zersiedeln unseren ganzen Kanton. Wenn wir unser gesamtes Kulturland schonen wollen und nicht nur die Fruchtfolgeflächen, sondern auch die Landschaft schützen wollen, dann braucht es regionale Abstufungen. Nur damit können wir dem unverantwortlichen Kulturlandverschleiss mit den Einfamilienhausquartieren der letzten 20 Jahre entgegenwirken. Wir sind uns hier im Grossen Rat einig: Jede Region soll sich weiterentwickeln können. Aber das Bevölkerungswachstum muss regional angepasst werden. Und das ist nur ein Aspekt der Entwicklung! Die Grünen erachten die Berechnung im Rahmen des Richtplans als sinnvoll und zielführend. Aus diesen Überlegungen lehnen die Grünen Punkt 2 der Motion ab.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Die Motionäre sorgen sich um die zukünftige bauliche Entwicklung der Berggebiete und fürchten, dass eine solche durch den kürzlich vorgelegten Richtplan verhindert wird. In der BDP haben wir uns intensiv mit dem Paket auseinandergesetzt, das gegenwärtig in der Raumplanungs-Gesetzgebung vorliegt: mit Richtplan, Baugesetz, Kulturlandinitiative, Raumplanungsgesetz, Zweitwohnungsinitiative und vielleicht zukünftig auch noch einem Raumplanungsgesetz 2. Gestern haben die Teilnehmenden an einer Veranstaltung einen Überblick erhalten. Diese Angelegenheit ist sehr umfangreich und sehr komplex.

Zu Punkt 2: Hier werden die Folgen des angenommenen Raumplanungsgesetzes sichtbar. Die Möglichkeiten, neue Flächen einzuzonen, schwinden. Das ist klar ein Volkswille. Die Bevölkerung lehnt eine weitere Zersiedlung ab und zwar ganz klar. Das straft die Entwicklung von Wohn- und Gewerbegebäuden überall und nicht nur im Land- und im Berggebiet. Das verlangt aber zukünftig neue Lösungen in den von Thomas Knutti hier erwähnten Gebieten. Es geht dabei um viel mehr als nur um das Einzonen. Die Planung wird sicher aufwendig.

Es gibt aber auch Chancen für mehr Qualität und für neue Ansätze. Gerade in den Berg- und Landgebieten erwarte ich langfristig – das ist eine etwas gewagte Behauptung – einen ökonomischen Wettbewerbsvorteil für Gemeinden, die planerisch vorbildlich und nicht stark überbaut sind. Ich stelle mir vor, wenn in 20 Jahren die Verdichtung in den Zentren und Agglomerationen umgesetzt ist, wird nicht jeder in verdichteten Siedlungen wohnen wollen. Ich bin überzeugt, dass der Wunsch, aufs Land zu ziehen, zunehmen wird und zwar nicht nur deshalb, weil dort die Wohnungen weiterhin günstig sind, sondern weil es dort auch eine hohe Wohnqualität geben wird.

Ich hoffe sehr, dass irgendwann das RPG 2 kommen wird, bei dem der Ausbau bestehender Gebäude in der Landwirtschaftszone ernsthafte Fortschritte bringt. Der qualitativ gute Erhalt von Liegenschaften auf dem Land braucht mehr planerische Möglichkeiten. Wir müssen die heute noch möglichen Einzonungen gemäss den Vorstellungen im Richtplan verwirklichen. Das ist in gut erschlossenen Gebieten einfach, also in relativ zentral gelegenen Orten. Unser Kanton muss aus den möglichen Einzonungen und Verdichtungen zum Wohl aller den grösstmöglichen Nutzen ziehen. Gemäss den Angaben der Verwaltung liegen ja gerade in den peripheren Gebieten mehr Zonenreserven vor als in den zentraleren Gebieten mit einer sehr grossen Nachfrage nach Land. Das Anliegen der meisten Gemeinden in Land- und Berggebieten muss daher in erster Linie sein, die Bevölkerung überhaupt halten zu können. Die BDP hat in der Vernehmlassung des Richtplans

gefordert, dass die Raumtypen «Zentrumsnahe ländliche Gebiete» sowie «Hügel- und Berggebiete» gleiche Wachstumsmöglichkeiten erhalten. So wie Punkt 2 hier formuliert ist, müssen wir ihn ablehnen.

Christoph Berger, Aeschi (UDC). Ich möchte noch einmal daran erinnern, dass die Punkte 1 und 3 zurückgezogen wurden. Daher äussere ich mich auch nur zu Punkt 2. Wir sind uns sicher alle einig, dass wir mit dem kantonalen Richtplan 2030 die Weichen für die Entwicklung unseres Kantons stellen. Der Spagat zwischen der klaren Annahme des Raumplanungsgesetzes hier in unserem Kanton sowie der zustande gekommenen Kulturlandinitiative auf der einen Seite und den zukünftig sicher eingeschränkten Entwicklungsmöglichkeiten der Gemeinden auf der anderen Seite, wird tatsächlich eine grosse Herausforderung darstellen. Gerade die ländlichen Gemeinden sorgen sich sehr, dass sie mit dem vorgesehenen Richtplan kaum mehr Wachstumspotenzial haben. Selbstverständlich kann Wachstum nicht das alleinige und entscheidende Kriterium sein, ob eine Gemeinde auch zukünftig bestehen kann. Aber die Marschrichtung des Kantons, Einzonungen künftig fast ausschliesslich an zentralen Lagen zuzulassen, hat für Berg- und Landregionen weitreichende Folgen. Es gibt Gemeinden, die in den nächsten 20 Jahren praktisch keine neuen Einzonungen mehr vornehmen. Eine Gleichbehandlung der Gemeinden müsste für unsere Partei möglich sein. Darum unterstützt die SVP Punkt 2 dieser Motion mit grossem Mehr.

Adrian Haas, Berne (PLR). Die Punkte 1 und 3 wurden zurückgezogen. Wir sind froh, weil sie hier nicht umgesetzt werden könnten. Die Kompetenzen und die Frage des Referendums sind im Kanton Bern aufgrund des heutigen Baugesetzes anders geregelt. Darum spreche ich hier nur zu Punkt 2. Dieser verlangt eine regionale Gleichbehandlung. So wie wir ihn verstehen, würde das bedeuten, dass man allen Gebieten des Kantons gleiche Prozentsätze der Bevölkerungsentwicklung zugesteht. Ich glaube, hier steckt das Problem dieser Forderung: Das ist unrealistisch, und das geht auch nicht. Wir anerkennen, dass die JGK im Rahmen ihres Richtplanentwurfs auf das Bevölkerungswachstum der vergangenen zehn Jahre abstützt und betrachtet, wie dieses sich fortschreiben könnte. Damit ist auch klar, dass man nicht alle Gemeinden über den gleichen Leisten schlagen kann. Wir haben allerdings ein gewisses Verständnis für diese Motion, wenn wir auch nicht überall genau verstehen, warum gerade dieser Prozentsatz für die Entwicklung angenommen wird und nicht ein anderer. Die Gemeindegrenzen sind nicht überall eine taugliche Basis dafür.

Wir sind auch der Meinung, dass die vorgesehene Gesamtentwicklung in dieser Richtplanung zu klein ist. 35 Hektaren pro Jahr sieht man gesamtkantonal vor. Das entspricht etwa der doppelten Fläche des Viererfelds. Und das ist aus unserer Sicht für den ganzen Kanton pro Jahr eindeutig zu wenig. Ich glaube, die Verwaltung hat die Vorstellung, man könne überall noch wahnsinnig verdichten. Diese Forderung wird vom Volk getragen. Wenn es aber um konkrete Vorhaben geht, dann wird es wahnsinnig schwierig. Insbesondere ist das in den städtischen Gebieten heikel, genau dort, wo der Kanton mit dem Richtplan die Hauptentwicklung zulässt. Ich kann ihnen aus der Stadt Bern ein Lied über Quartiererholungsgebiete singen, die man erhalten will, über Grünzonen, über denkmalpflegerisch wertvolle Gebäude, die man nicht abreißen darf und damit auch die Grundstücke nicht optimal nutzen kann.

Ich glaube nicht an das Verdichtungspotenzial, das hier immer aufgerechnet wird. Das ist letztlich unrealistisch. Wenn sich der Kanton Bern weiterentwickeln will, dann braucht es gewisse zusätzliche Einzonungen. Wir müssen nicht jedes Landwirtschaftsland verbauen; das ist mir auch klar. Aber es braucht sicher auch etwas mehr, als man sich im Rahmen der Kulturlandinitiative vorstellt. Ich hoffe, dass man sich dort in einem Kompromiss finden wird. Die Initiative verlangt eigentlich, dass man nicht mehr einzonen kann, weil die landwirtschaftliche Nutzfläche heute im Wesentlichen alles umfasst, was nicht Bauzone ist oder Sömmerungsfläche. Wer dieser Initiative zustimmt, würde jegliche Einzonung und jegliche Entwicklung im Kanton Bern abwürgen. Ich glaube, das kann es auch nicht sein. Doch über diese Initiative und einen allfälligen Gegenvorschlag werden wir ja noch sprechen. Punkt 2 ist unseres Erachtens weder machbar noch sachgerecht. Deshalb lehnen wir ihn ab.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Der Motionär fordert den Regierungsrat auf, dafür zu sorgen, dass im Kantonalen Richtplan 2030 eine Gleichbehandlung der Gemeinden in Bezug auf das Bevölkerungswachstum möglich wird. Die EVP hat ein gewisses Verständnis für die Ängste der Land- und Berggemeinden bezüglich ihrer eingeschränkten Entwicklungsmöglichkeiten. Die

Forderungen des Motionärs erachten wir jedoch aus folgenden drei Gründen als wenig sinnvoll und nicht umsetzbar: Erstens lassen die Vorgaben des Bundes dem Kanton wenig Handlungsspielraum und verlangen eben gerade eine Differenzierung der Entwicklung in den verschiedenen Raumtypen. Wenn die ungehemmte Siedlungsentwicklung und der Verlust von wertvollem Kulturland wirkungsvoll verhindert werden sollen, dann sind die Einschränkungen, regionalen Differenzierungen und Priorisierungen zwangsläufig notwendig. Zweitens kann Ungleiches nicht gleich behandelt werden. Es ist klar, dass die grössten Potenziale des Wachstums in den Städten, Agglomerationen und regionalen Zentren liegen und daher auch dort priorisiert werden müssen. Dort bestehen die notwendigen Infrastrukturen und Erschliessungen. Ein stärkeres Wachstum auf dem Land würde auch bedeuten, dass der Kanton und die Gemeinden gerade für den Ausbau mehr finanzielle Mittel in die Hände nehmen müssten. Es macht daher Sinn, die knappen Mittel, die uns für die Infrastrukturen zur Verfügung stehen, gezielt und punktuell einzusetzen. Das ist am besten in den Zentren gewährleistet, und von einer Stärkung der Zentren profitiert ja letztlich auch das ganze Umland.

Drittens, und das scheint uns wesentlich, ist ein Einzonungsstopp nicht in erster Linie von der Lage der Gemeinde oder von der Raumtypenzuteilung abhängig, sondern hauptsächlich vom Anteil der unüberbauten Baulandreserven beziehungsweise von der vorhandenen Dichte. Anders gesagt, wird es auch für die Gemeinden zukünftig immer noch die Möglichkeit und das Potenzial geben, erwünschte Entwicklung und angestrebtes Wachstum mit einer besseren Verdichtung und mit neuen innovativen Planungsansätzen zu erreichen. Die Gemeinden haben das bis zu einem gewissen Grad also selber in der Hand. Die EVP-Fraktion lehnt deshalb Punkt 2 dieser Motion ab.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Der Vorstoss will eine Raumplanung nach dem Giesskannenprinzip einführen. Jede Gemeinde soll gleich stark wachsen können, unabhängig von ihrer Erschliessungssituation. Damit ist klar, welche Folge dieser Vorstoss hätte, wenn wir ihn annehmen würden. Wir würden mehr Kulturland pro Einwohner für unser Wachstum verbrauchen. Wir würden mehr Kulturland vernichten als nötig, denn in den ländlichen Gebieten kann man weniger dicht überbauen als in Städten, städtischen Agglomerationen und in regionalen Zentren.

Ich glaube, die Motionäre verdrängen oder verschleiern mit ihrem Vorstoss einige wichtige Dinge.

Das neue Raumplanungsgesetz hat einen Paradigmenwechsel eingeläutet. Das Fremdwort bedeutet: Die Linie der Erkenntnisse wurde neu gelegt. Wir wollen die Zersiedlung in unserem schönen Land stoppen. Wir wollen das Kulturland schonen, denn wir haben in den letzten drei Generationen viel zu viel Boden verbraucht, eine nicht erneuerbare Ressource. Wir haben in den letzten drei Generationen mehr Land verbaut, als alle Menschen, die bisher in der Schweiz gelebt haben. Das muss gestoppt werden! Es gibt keinen Platz mehr für Anliegen, die genau das Gegenteil dieses Paradigmenwechsels wollen, nämlich jeder Gemeinde erlauben, ungeniert einzuzonen und zu überbauen, wie sie will. Ich glaube, mit diesem Vorstoss will man das Rad zurückdrehen, und hier wird eigentlich auch der Volksentscheid zum Raumplanungsgesetz mit Füßen getreten. Die Revision des Raumplanungsgesetzes, das diesen Paradigmenwechsel gebracht hat, wurde mit einer Zweidrittelmehrheit angenommen. Im Kanton Bern war die Zustimmung besonders hoch. Auch die Zweitwohnungsinitiative wurde im Kanton Bern deutlich angenommen, obwohl er ein Tourismuskanton ist. Das ist eigentlich bemerkenswert.

Eine Zustimmung zu dieser Motion, und das ist ein weiteres Argument gegen das Anliegen, würde den Kanton Bern in der Auseinandersetzung mit dem ARE um den Richtplan definitiv ins Offside befördern. Ich gehe eigentlich noch einen Schritt weiter und sage, es wäre nicht ein Offside, sondern ich glaube, das ARE würde die ganze Mannschaft in die Kabine schicken. Denn ein Richtplan des Kantons Bern, der jeder Gemeinde die gleich grosse Wachstumschance gibt, hätte überhaupt keine Chance, vom ARE genehmigt zu werden. Die Folge wäre ein langes, totales Einzonungsverbot. Ist das im Interesse unseres Kantons?

Die Annahme dieser Motion würde auch zu einer grösseren Vernichtung des Kulturlands führen, als der Richtplan vorsieht, den der Regierungsrat jetzt vorgelegt hat. Ist das die Absicht der Motionäre? Sind sie Lobbyisten der Landwirte, die ihr Land gerne eingezont hätten, um ein bisschen Geld zu verdienen? Ich bin enttäuscht! Dieser Vorstoss ist ganz klar gegen die Interessen der Landwirtschaft gerichtet. Gerade in den ländlichen Gebieten müssten wir besonders Sorge tragen zu unserem Kulturland.

Im Übrigen warne auch ich, ebenso wie andere, deutlich vor den Kostenfolgen einer derartigen Raumplanungspolitik mit der Giesskanne. Wer soll bezahlen, wenn wir in jedem abgelegenen Dorf, ohne ÖV-Anschluss und übriger Erschliessung, neue Einfamilienhauszonen bereitstellen? Wir

können nicht alles überall machen, meine Damen und Herren. Denn sonst müssen wir die NFA-Milliarden noch ein wenig aufstocken und dafür bei den Geberkantonen vorsprechen. Eine solche Raumplanung können wir schlicht nicht bezahlen. Lehnt diesen Vorstoss bitte ab! In einem Wort, dieser Vorstoss ist «Chabis»!

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Es wurde schon sehr viel gesagt. Ich möchte das nicht wiederholen. Nur auf einen Punkt will ich noch eingehen. Ich habe den Eindruck, dass die Motionäre von einer falschen Annahme ausgehen, dass nämlich Wachstum nur stattfinden kann, wenn man einzont. Doch das hat nichts mit Land zu tun, das einem zur Verfügung steht. In Uetendorf sind wir im Moment gerade an einer Ortsplanrevision. Wir hätten ein schönes Stück Land gerade mitten im Zentrum. Es wird noch landwirtschaftlich genutzt, aber es ist verpachtet. Das Dorf könnte dort schön intern wachsen, doch das Land wurde uns nicht zur Verfügung gestellt. Nun hat man die ganze Ortsplanung so machen müssen, dass sie eigentlich keinen Quadratmeter zusätzliches Land braucht. Und so etwas geschieht in einer Agglomerationsgemeinde! Trotzdem haben wir darauf geachtet, dass wir ein gewisses Wachstum haben. Nun ist ein Hochhaus mit 14 Geschossen im Zentrum vorgesehen, wo der Landturm steht. So müssen wir verdichten, denn wir können nicht anders! Wir müssen in die Höhe bauen, wenn wir noch wachsen wollen, und dann braucht man kein Land. So kann man eben auch wachsen!

Es gibt noch einen zweiten Punkt. Sie wollen das gleiche Wachstum für alle Regionen. Wachstum müsste dort geschehen, wo es der Markt auch will! Haben Sie dann die Leute, die zuziehen wollen? Die gleichen Leute kommen und jammern, es gäbe eine Entvölkerung, die Menschen würden aus den Dörfern «i de Chräche hinde» wegziehen, und sie hätten Angst, dass es immer mehr werden. Ja, haben Sie das Gefühl, dass das mit zusätzlichem Bauland anders würde? Füllen Sie doch zuerst einmal die Häuser wieder, die jetzt offenbar leer stehen. Ich weiss, das ist nicht so einfach. Bernhard Riem hat sehr schön gesagt, dass es Leute geben wird, die genau das suchen, nämlich eine hohe Lebensqualität. Auch ich bin davon überzeugt und gehöre persönlich zu diesen. Dieses Hochhaus ist etwa 20 Meter hinter meinem Nacken geplant. Ich habe es selber initiiert, weil ich das Gefühl habe, wir müssen es so machen. Aber mir gefällt es dann nicht mehr. Ich will dann nicht mehr dort wohnen, und ich suche mir jetzt einen Wohnort mit solch einem leerwerdenden Haus, wo ich wirklich im Grünen bin. Ich bin überzeugt, es gibt auch andere Leute, die Ähnliches wollen. Zudem bin ich überzeugt, dass ein Wachstum auf diese Weise eben auch zukünftig möglich ist, und dann können wir dort neu bauen, wo es wirklich verlangt wird, nämlich in der Agglomeration und in den Städten. Die glp-Fraktion lehnt auch diesen Punkt 2 ab.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Raumplanung ist gegenwärtig *das* Thema. Ich war am vergangenen Wochenende am Politforum, und wenn ich jetzt hier spreche, dann sicher nicht, weil ich das Gefühl habe, ich müsse auch noch ein paar Ratschläge geben und wisse, wie es gehe. Im Gegenteil, ich hatte nach diesem Samstagmittag eher das Gefühl, es müsse noch viel darüber nachgedacht und geplant werden. Wie das dann wirklich gehen soll und wie die Realität sein wird, sehen wir dann in 20 oder 30 Jahren.

Nun spreche ich auch nur zu Punkt 2. Man kann Sachverhalte ja immer verschieden interpretieren. Ich finde, das Anliegen ist sehr offen gehalten. Der Text nennt keine Prozentzahlen. In der Begründung wird zwar von Prozentzahlen gesprochen, aber gerade beim Beispiel von Thomas Knutti sehen wir, um wie wenig es sich dann noch handelt. Für die Gleichbehandlung sehen wir von der EDU-Fraktion noch andere Kriterien als nur irgendeine Prozentzahl. Andere Faktoren spielen auch eine Rolle, und dort kann man einer Gemeinde entgegenkommen. Es gibt nicht nur gerade Bevölkerungszahlen, die 10 oder eben 3 oder nur 1 Prozent wachsen dürfen. Daher wäre ich einfach ein bisschen vorsichtig.

Meine Vorredner können schon einfach etwas sagen, aber das kann ich auch. Ich bin auch in der Agglomeration Thun daheim. Wenn man aber «nebenaussen» wohnt – wenn ich so sagen darf; Eriz wurde erwähnt oder eben St. Stephan oder irgendwo –, dann sieht die Situation schon etwas anders aus. Man könnte diesem Punkt ja auch im Sinne einer Kundgebung absolut zustimmen. Soviel zuhanden des Votums von Adrian Haas, das ja grundsätzlich nicht so sehr dagegen lautete. Doch die FDP zum Beispiel will ihn ja nicht annehmen. Wieso kann man jetzt nicht sagen: Gut, wir haben auch ein Anliegen in diese Richtung, und wir wollen denen, die «nebenaussen» wohnen, nicht alles abschneiden. Aus diesen Gründen sagen wir von der EDU-Fraktion Ja zu Punkt 2.

La présidente. Si mon calcul est bon, je n'ai plus d'intervenant pour les groupes. Nous avons les

intervenants à titre personnel et vous avez trois minutes. C'est à vous M. Krähenbühl.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Bei dieser Anrufung des Raumplanungsgesetzes fühle ich mich natürlich schon angesprochen. Ich gehörte zu den Exoten meiner Partei, als ich mich für dessen Revision stark machte. Ich stimmte ihr aus Überzeugung zu, und ich stehe nach wie vor zum Anliegen des Kulturlandschutzes. Ich erschrak aber doch etwas, als ich die Vorgaben dieses Richtplans gesehen habe. Ebenso ging es der Bevölkerung und den Behörden in meinem Gebiet, im Zulgtal. Bei uns gab es eine Grosse Zustimmung zur Revision. Unsere Bevölkerung ist sensibilisiert, und bei uns gibt es viele Bauern. Das Ziel kann nun wirklich nicht sein, dass wir in den flachen Gebieten um die Städte herum, wo die guten Böden sind, Fruchtfolgeflächen weiterhin munter überbauen und unter dem Vorzeichen des Kulturlandschutzes bei uns draussen, – das Eriz wurde erwähnt – an «stotzigen» Hängen und auf kieshaltigen Flächen mit kurzer Vegetationszeit, alles stilllegen und uns zu einem Naturreservat machen. Die Vorgaben werden zum Teil so empfunden. Ich stelle auch fest, dass der Regierungsrat jetzt offenbar die Fruchtfolgeflächen gefunden hat, die er im Mittelland hat verbauen lassen. Diesen Prozess verfolge ich mit Besorgnis. Das kann es nicht sein! Wenn man Kulturland schützen will, dann müssen vor allem auch die besten Böden geschützt werden. Und die sind jetzt halt grad im Oberland nicht «nebenaussen», sondern im flachen Gebiet, wo die Städte sind. Darum bitte ich Sie wirklich, diesen Punkt anzunehmen. Das Unverständnis der Bevölkerung auf dem Land ist gross!

Christian von Känel, La Lenk (UDC). Warum haben wir diese Motion eingereicht? Uns geht es ganz klar auch um den Schutz des Kulturlands, und ich habe auch ganz klar einer inneren Verdichtung zugestimmt. Aber die innere Verdichtung richtet sich gegen unsere Tourismusorte im Berner Oberland. Ein Beispiel aus unserer Gemeinde: Bei der inneren Verdichtung wurde mit 1400 Bewohnern plus 800 Arbeitsplätzen gerechnet, das heisst mit 2200 Personen. Wenn die Lenk voll ist, haben wir jedoch 11 000 Personen oder 550 000 Übernachtungen. Diese werden gar nicht angerechnet. Deswegen sind wir ganz klar gegen den Richtplan und haben diese Motion eingereicht. Weil unsere Tourismusorte – nicht nur die Lenk, sondern auch die andern Orte – denken, dass sie ganz falsch eingeschätzt wurden.

Ich war bei Christoph Neuhaus, und er hat mir versprochen, dass in diesem Bereich etwas gemacht wird. Deswegen waren wir auch ganz klar bereit, die Punkte 1 und 3 zurückzuziehen. Nun geht es um Punkt 2, und ich kann Ihnen ein Beispiel erzählen: Die Gemeinde Lauenen kann innerhalb von 15 Jahren noch 100 Quadratmeter einzonen. Das ist ein Witz! Dann machen wir besser überhaupt nichts. Das ist ja die Ausgangslage des ganzen Themas. Deswegen sage ich ganz klar, Adrian Haas, es geht nicht darum, dass man die Landregionen prozentual gleich behandeln müsse. Wir sagten einmal, wir betrachten es von der Bevölkerung her und schauen darauf, dass alle gleich behandelt werden. Mir geht es auch nicht um die Baulandreserven, sondern es geht mir um die Richtplanung für die Zukunft. Wenn wir einmal ein Zeichen gesetzt haben, gilt das vielleicht für die nächsten 50 Jahre und nicht nur bis 2030.

Vielleicht noch ein konkretes Beispiel: Bei uns in der Lenk sagt der Regierungsrat, dass wir mit der inneren Verdichtung 10 Hektaren Land überbauen können. Was wollen Sie denn in der Lenk? Sollen wir Hochhäuser bauen? Heute ist diese Fläche überbaut. Wir haben ja 75 Prozent Agglomerationen und 25 Prozent ländliche Gebiete im Kanton. Jetzt geht es eigentlich darum, ob wir diesen Prozentsatz nicht etwas verschieben können. Deswegen müssen wir doch darüber diskutieren, ob die ländlichen Gemeinden gleichwohl einen gewissen Spielraum erhalten können und ob man vielleicht auch ein bisschen Offenheit zeigen kann, wenn eine Gemeinde wirklich die Möglichkeit hat, sich zu vergrössern. Deshalb hoffe ich ganz klar auf Ihre Unterstützung!

Gerhard Fischer, Meiringen (UDC). Nun erhalten wir einen kleinen Vorgeschmack von der Raumplanung und dem Richtplan 2030. Ich habe eine Frage an den Herrn Regierungsrat und auch an einige Grossräte hier im Saal. Die Ausgangslage vor einem halben Jahr war uns klar. Der Kanton Bern hat seine Hausaufgaben gemacht, und wir stehen als Weltmeister da. Wir sind die Musterknaben schlechthin. Trotzdem wurde der Richtplan vom ARE zurück an den Absender geschickt.

Bisher wurde mehrmals erwähnt, das Schweizervolk, der Kanton Bern, habe die Revision gewollt. Eine Zweidrittelmehrheit stimmte zu, wie wir verschiedentlich gehört haben. Aber nehmen Sie auch zur Kenntnis, dass im Kanton Wallis das ganze Raumplanungsgesetz abgelehnt wurde. Nun komme ich zu meinen Fragen an den Regierungsrat: Kann der Kanton Wallis unter dieser Prämisse

überhaupt einen genehmigungsfähigen Richtplan beim ARE einreichen? Wenn Nein, welche Auswirkungen hat das auf die andern Kantone und insbesondere auf den Kanton Bern, wenn wir von einer Gleichbehandlung aller Bürger in der Schweiz ausgehen? Die vorliegende Motion will ja genau dies, eine Gleichbehandlung.

Nun habe ich noch einige Beispiele: Innertkirchen, Guttannen, Gaden und ebenso die Lenk haben keine Möglichkeiten. Wir haben Projekte wie die Kraftwerk Oberhasli AG (KWO) für 1,9 Mrd. Franken. Stellen Sie sich bitte vor, dass diese irgendwann realisiert werden. Wo können dann die Menschen wohnen und leben? Sie werden dann pendeln, und das wollen viele Leute auch nicht. Ganz klar ist etwas mehr Zurückhaltung und Gleichbehandlung gefordert.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Entweder habe ich getrunken oder ich bin heiser, ich weiss es selber nicht so genau. Aber ich hoffe, Sie verstehen mich trotz meiner rauen Stimme. Aus meiner Optik diskutieren wir hier über ein ganz wichtiges Thema. Wenn man über einen Richtplan spricht, dann geht es um die Zukunft! Wir haben Adrian Haas von der Sicht der FDP, der Wirtschaft, sprechen hören. Luc Mentha hat eigentlich ein bisschen ausgesprochen, was ich selber denke. Ich bin etwas hin und her gerissen, aber eines ist für mich gewiss: Wir können nicht mehr in diesen Gemeindestrukturen weiterfahren! Und da danke ich auch Christoph Neuhaus, er hat nämlich dieselbe Meinung. In 350 Gemeinden hat jeder eine andere Idee usw.

Wir müssen Entwicklungszentren definieren, die im Oberland ganz anders sein können als bei uns im Seeland und im Mittelland, wo wir Ackerbau treiben. Tourismusgebiete kann man nicht mit unserem Gebiet vergleichen und unser Gebiet nicht mit der Stadt Bern oder mit Zollikofen oder wem auch immer. Um dieses Problem zu lösen, müsste man eigentlich unseren Kanton zu 50 Gemeinden zusammenfassen, wie Philippe Müller einmal vorgeschlagen hat. Aber ich glaube, das bringen wir nicht fertig, solange ich lebe. Doch wir müssen das überdenken. Die ganze Geschichte mit diesen Regionalkonferenzen können Sie auch vergessen. Überall werden diese abgelehnt. Also müsste man eigentlich wieder die alte Struktur der Ämter nehmen. Bei uns müsste man ein Wirtschaftszentrum Lyss-Aarberg machen. Adrian, jetzt musst du zuhören! Dort ist Landwirtschaftsland nicht so geschützt wie beispielsweise in Rapperswil. Dort müsste man eine Raumplanungseinheit haben und eine Steuereinheit. Das heisst, von Rapperswil bis nach Lyss gibt es einen Steuerausgleich. Das können Sie in einem Gemeindeverband machen.

Wir haben in Lyss in einem Gemeindeverband 50 Mio. Franken investiert. Der Lyssbachverband hat hervorragend funktioniert. Alle haben bezahlt, Schüpfen, Rapperswil und so weiter. Warum sollen wir das nicht weiterdenken? Dann ist Rapperswil nicht mehr Konkurrenz zu Schüpfen und zu Grossaffoltern. Wir könnten dann die ganze Entwicklung von Industrie und Gewerbe nach Lyss delegieren. In Lyss können wir die ganzen Wohnbauten gegen den Friesenberg hinauf planen, wo man zukünftig überhaupt nicht mehr Landwirtschaft betreiben will, weil es steil ist und gar keine Fruchtfolgeflächen hat. So können wir das auf unserem Gebiet bewältigen. Über die Möglichkeiten in Bern, Zollikofen, Oey-Diemtigen, Saanen-Gstaad oder Zweisimmen kann ich mich nicht äussern. Sehr verehrte Damen und Herren, wir müssen etwas ändern, sonst kommt es nicht mehr gut heraus!

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS). Raumplanung ist ein emotionales Thema. Von Raum sind wir alle betroffen, und an solchen haben wir auch die verschiedensten Ansprüche. Wir wollen Raum für das Wohnen, für den Verkehr, für die Landwirtschaft, für die Natur und so weiter. Gerade darum ist es wichtig, dass man diesen Raum gemeinsam plant und zwar über den ganzen Kanton hinweg, wodurch man die verschiedenen Ansprüche an diesen Raum organisieren kann. Mir ist bewusst, dass die Gesamtstrategie des Kantons für kleine Gemeinden eine Herausforderung ist. Ich selber lebe auch in einer solchen Gemeinde. Sie hat 1000 Einwohner und weist ein Entwicklungspotenzial von 4 Prozent auf. Wir können also um 40 Personen wachsen. Aber das ist ja auch eine Chance, denn gerade dadurch bewahrt unser Dorf seinen ländlichen Charakter und seinen Charme.

Als Bäuerin liegt mir der Schutz des Kulturlands sehr am Herzen, und ich weiss, dass es vielen Bauern und Bäuerinnen hier im Saal ebenso geht. Deshalb ist dieser Vorstoss für mich ein völliger Widerspruch. Wir können nicht auf der einen Seite Kulturlandschutz fordern und auf der andern ein grösseres Bevölkerungswachstum in jedem kleinen Dorf wollen. Wir brauchen Lösungen für Entwicklungsmöglichkeiten, aber solche Lösungen müssen wir in eine andere Richtung denken. Wir müssen weiter denken! Wir müssen in funktionalen Räumen denken! Wir müssen an Fusionen von Gemeinden denken, und wir müssen vielleicht auch noch an den finanziellen Ausgleich zwischen den Regionen denken, zwischen den Gemeinden mit ihren unterschiedlichen

Entwicklungspotenzialen. Wir sind uns wohl einig, dass der Sinn des Richtplans darin besteht, dass man das Bauen sinnvoll kanalisieren kann. Deshalb und vor allem im Interesse des Kulturlandschutzes lehne ich Punkt 2 dieser Motion ab, und ich hoffe auch wirklich auf die Unterstützung der Bauern und Bäuerinnen hier im Saal.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Ich habe Freude an dieser Diskussion. Sie ist äusserst wichtig, und wir werden sie noch oft führen. Es geht um einen wichtigen Punkt und als Landvertreter möchte ich hier auch noch nachstossen. Es besteht wirklich ein Unbehagen und wir müssen darüber sprechen, was wir im Kanton Bern wollen. Der Landbevölkerung müssen wir erklären, was mit diesem Richtplan geschieht und was wir beschlossen haben. Jetzt dämmt es langsam allen hier im Saal, was die zukünftigen funktionalen Räume bedeuten. Eigentlich wollte ich das sagen, was Fritz Ruchti vorher dargestellt hat. Ich bin nämlich Sprecher des Postulats, «Wie könnte der Kanton Bern heute aussehen».

Fritz Ruchti hat das gerade sehr schön dargestellt: Wir müssen in neuen Strukturen denken. Wir können wahrscheinlich in unseren kleinteiligen Gemeindestrukturen heutige Probleme nicht mehr lösen. Wie haben keine Landstrukturen mehr, wo es in den kleinen Gemeinden noch die Käserei, die Post und den Laden gab. Dort wo ich aufgewachsen bin, ist diese Struktur zerstört. Wir haben noch eine Brauerei, welche die Dorfgemeinschaft ein bisschen zusammenhält. Aber sonst ist das heute ganz anders. Wir müssen diese Strukturen wirklich überdenken, und hier hoffe ich doch, dass wir diese Diskussion im Sinne von Fritz wirklich anstossen können. Darum ist das eine wichtige Diskussion hier im Grossen Rat, auch wenn ich Punkt 2 dieser Motion ablehne.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Ich möchte gerne noch etwas zu den Proportionen sagen, die hier am Rednerpult im Zusammenhang mit dem Siedlungswachstum erwähnt wurden. Adrian Haas hat das Viererfeld erwähnt. Ich meine, dass diese Grössenordnung, im Vergleich zu unserer Wachstumsmöglichkeit und dem Vorschlag des Richtplans, etwas zu knapp vorgesehen ist. Im Erläuterungsbericht zum Richtplan steht: «Die Grösse der Zunahme des Siedlungsgebiets in den nächsten 25 Jahren (bis 2038) wird auf 1400 ha beschränkt.» [Quelle: Richtplan 2030: Erläuterungen zu den Richtplananpassungen im Teil Siedlung, p.10] Das entspricht 14 Quadratkilometern, was etwa die Fläche der Stadt Burgdorf mit 15,6 Quadratkilometern umfasst, wie Google Maps zeigt. Somit ist ein Wachstum durchaus angedacht. Die erwähnten Befürchtungen entstehen meines Erachtens wegen dem von Luc Mentha dargestellten Paradigmenwechsel. Ein solcher ist natürlich notwendig, wenn man beginnen will, sich zu beschränken. Das löst Ängste aus, und das ist verständlich. Man muss suchen, wo man noch wachsen kann, und man kann vor allem nicht mehr weiterfahren wie bisher. Man konnte bisher einfach aus dem Vollen schöpfen! Man konnte einzonen, wo man wollte. Und es entspricht natürlich auch dem neoliberalen Gedankengut, einfach den Markt arbeiten zu lassen und dann dort zu bauen, wo sich der Markt entfaltet hat. Ich meine, die Zukunft soll anders aussehen.

Die grosse Zustimmung der Stimmbevölkerung geschah meines Erachtens nicht aus Unkenntnis der Konsequenzen, sondern weil die meisten Leute gedacht haben, man wolle sich auf das beschränken, was man schon hat. Fritz Ruchti hat einen Ansatz aufgezeigt, wie es weitergehen müsste und wie wir mit den beschränkten Möglichkeiten des Wachstums umgehen könnten. Um uns herum hat es Gemeinden, von denen ich glaube, dass sie einfach nicht mehr wachsen, auch wenn sie noch Bauland hätten. Das ist nicht zynisch gemeint, sondern es ist Besorgnis erregend. Sie können nicht mehr wachsen, weil verschiedene Dinge nicht mehr da sind. Fehlen Schulhäuser und müssen die Kinder weissen nicht wie weit herumziehen, dann findet auch ein gewisses Wachstum nicht mehr statt. Dort müssen wir wirklich viel mehr zusammen denken und vernetzen.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Sie sehen nun gerade nacheinander den grössten und den kleinsten Vertreter der EVP am Rednerpult. Nach dieser Diskussion neige ich dazu, zu sagen, dass alle meine Vorredner ein Stück weit Recht haben. Und das führt auch zum Dilemma, das ich spüre. Geboren in Blumenstein, sind mir diese Ängste sehr vertraut. Da heisst es einfach, mit dem neuen Richtplan haben wir quasi ein Bauverbot. Es kann nicht sein, dass wir einfach gewisse Randregionen völlig auf null Wachstum zu setzen und abzuhängen. Das dient auch dem Landwirtschaftsland nicht. Wir sind also aufgefordert, eine Lösung zu finden. Die Lösung der Motion, alle Regionen nach einem zu definierenden Parameter gleichzustellen, ist nicht möglich. Das wäre auch ungerecht. Gerech ist nämlich, die Leute dort gleichzustellen wo sie gleich sind und sie dort ungleich zu behandeln, wo sie ungleich sind. Wir haben gehört, dass die Lenk als

Touristenort, Blumenstein als Randregion, Eriz und Bern unterschiedliche Voraussetzungen haben. Ich habe mir überlegt, ob man das Ganze als Postulat herüberbringen sollte und damit sagt, wir hätten noch ein Bedürfnis, man solle an uns auf dem Land draussen denken. Aber mit der Motion schreiben wir nicht vor, dass wir irgendeinen unmöglichen Gleichheitswahnsinn betreiben wollen. Könnten wir das als Versuch starten?

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (UDC). Ich habe nur eine ganz kurze Reaktion auf Martin Aeschlimann. Du musst jetzt nicht gleich gehen, warte noch einen Moment. Wenn du sagst, es gebe in deinem Umfeld Gemeinden, die sich nicht mehr entwickeln können, weil verschiedene Dinge fehlen, dann musst du vielleicht einmal nach Oberburg schauen und überlegen, was dort fehlt oder was dort zu viel ist. Dort hat man der Hauptstrasse entlang eine Verslumpung. Und woher kommt das? Weil solche Leute wie du, immer gegen die Zufahrt ins Emmental sind.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Punkt 2 dieser Motion hat den Charakter einer Richtlinienmotion. Doch das ist nicht entscheidend. Wesentlicher ist, dass sein Inhalt bundesrechtswidrig ist. Seit letzter Woche ist bekannt, dass der Kanton Bern Differenzen mit dem Bundesamt für Raumentwicklung (ARE) hat. Es wäre daher gegenwärtig wahrscheinlich ungeschickt, hier im Grossen Rat bewusst dagegen zu verstossen, was der Bund tut. Das betrifft die rechtliche Seite. Eine andere Seite ist die Realität des täglichen Lebens. Diese ist leider anders. Ich ziehe nicht dorthin, wo der Motionär will. Ich wiederhole mich immer wieder gerne: Hier wird eine dezentrale Zentralisierung vorgenommen! Wenn Sie die alten Ämter betrachten, dann sehen Sie überall wachsende Dörfer und Städte. Wir haben aber auch eine ganze Anzahl verschiedenster Gemeinden, die laufend Bevölkerung verlieren. Hier bewirkt das Einzonen nichts. Wenn die Menschen nicht dorthin ziehen wollen, weil die Gemeinden beispielsweise nicht an den öffentlichen Verkehr angeschlossen sind und nicht gebaut wird, dann hilft auch Bauland nicht weiter.

Bei Gemeinden, die sich beschwerten, dass Bauland fehle und deshalb nicht mehr gebaut werden könne, muss man genauer hinschauen. Wer zu viel unüberbaute Bauzonenreserve hat, wem also die Dichte fehlt, kann weniger Land einzonen. Wer seine Hausaufgaben schlechter gemacht hat, erhält normalerweise eine schlechtere Note. Hier kann man dann einfach weniger einzonen. Ich habe von einer Gemeinde gehört, die keine Einzonzung machen kann. Ich gehe gerne mit Ihnen in die Gemeinden, die sich beschwerten. Dann schaue ich dort auch noch die Bauparzellen an, die das Grosskind irgendwann bebauen wird, denn die Kinder wohnen in Basel und in Zürich.

Wie ich hier im Grossen Rat auch schon erzählt habe, suchte ich vor vier Jahren eine Liegenschaft und habe verschiedenste Baulandparzellen im Kanton Bern angeschaut. Ich habe mich dann entschieden, nicht dorthin zu ziehen. Diese Baulandparzellen sind immer noch verfügbar, und es ist nicht einmal eine Frage des Preises. Es gibt Gemeinden, die in diesem Jahrzehnt gar nicht mehr einzonen konnten, weil keine Nachfrage besteht. Nachfrage können Sie nicht mit einem Angebot hervorrufen. Die Wirtschaft kann nicht einfach irgendein Produkt herstellen und dann befehlen, dass man es kauft. Genauso wenig können wir einfach Bauland bereitstellen und befehlen, dass es bebaut wird. Wenn die Leute nicht kommen, dann können wir eben auch nichts tun.

Noch ganz kurz etwas zum System: Es basiert auf dem Gesamtwachstum des Kantons. Dieses wird auf die Raumtypen heruntergebrochen. Wir machen quer durch den Kanton einen Ausgleich und stellen Gleiches Gleichem gegenüber. Wenn nun Gemeinden über Jahre und Jahrzehnte Bevölkerung verloren haben und dann trotzdem noch sagen, sie könnten mit einem Prozent wachsen, dann begreife ich die Welt nicht ganz.

Wir müssen noch etwas wachsen, und wir wollen noch etwas wachsen! Wir haben pro Tag 25 000 Zupendlerinnen und Zupendler. Mir wäre es lieber, wenn sie im Kanton Bern wohnen und nicht mit der Neat aus dem Wallis hierher und wieder zurück fahren würden, und man uns dann noch sagt, wir hätten zu viel gebaut, wie die Neat oder auch andere Bauten, die uns immer angerechnet werden. Ich erkläre Ihnen das Meccano sehr gerne. Es ist aber auch nicht auf ewig in Stein gemeisselt, und wenn sich etwas verändert, dann schauen wir das wieder an.

Herr Grossrat Gerhard Fischer stellte eine sehr gute Frage betreffend den Kanton Wallis. Wie bereits erwähnt, sind wir in Verhandlung mit dem Bund. Das ARE drückt den Kanton Bern massiv tiefer als das Wallis. Deshalb wehren wir uns auch! Du brauchst dir keine Sorgen zu machen wegen der Kraftwerke Oberhasle AG (KWO) und den entsprechenden Arbeitszonen, Gerhard. Das ist anders als bei Wohn-, Misch- und Kernzonen.

Ich komme zum Schluss und weise noch einmal auf das Wichtigste hin: Punkt 2 ist

bundesrechtswidrig. Wir können ihn zwar annehmen, aber der Bundesrat wird das nie genehmigen! Doch selbst wenn er es akzeptieren würde, würde das nichts nützen, denn die Leute gehen dorthin wohnen, wo sie wollen. Man kann ihnen den Wohnort nicht befehlen! Soweit sind wir noch nicht. In Rumänien hat Ceaușescu Dörfer umgesiedelt. Aber das bringt der Kanton Bern nicht fertig, und das bleibt hoffentlich auch so! Lehnen Sie also bitte Punkt 2 dieser Motion ab.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Vielen Dank für diese angeregte Diskussion. Ich bin natürlich etwas enttäuscht, weil von diesen vielen Voten hier im Saal, ausser von der SVP, kein einziges einen Millimeter Verständnis für den ländlichen Raum zeigte. Das muss ich hier klar festhalten. Die Motion ist in Punkt 2 sehr offen formuliert: « ... dafür zu sorgen, dass im kantonalen Richtplan 2030 eine Gleichbehandlung der Gemeinden in Bezug auf das Bevölkerungswachstum ermöglicht wird ». Wir haben keine einzige Prozentzahl drin. Wir sagen nicht, wie viel und wir sagen auch nicht, dass wir mehr Land einzonen wollen. Wir sagen einzig und allein, dass wir eine Gleichbehandlung von allen Gemeinden in diesem Kanton wollen. In der Vernehmlassung des Richtplans sind immerhin 300 Stellungnahmen eingegangen. Das ist in meinen Augen Zeichen genug, dass die Gemeinden mit dem, was jetzt abgeht, wohl nicht ganz einverstanden sind. Und ich kann es gerne noch einmal sagen: Auch in ländlichen Regionen gibt es unfruchtbare Böden, und dort muss man einfach überbauen können. Dadurch kann man Fruchtfelächten schützen. Das müsste auch im Interesse von vielen Landwirtschaftsvertretern sein. Noch ein Wort zu Kollege Hannes Zaugg: Ich habe gehört, du hättest im Oberland ein Häuschen gekauft. Ich bin nicht ganz sicher, ob das so ist. Aber ich weiss nicht, ob du nach deinen heutigen Voten, dort noch willkommen bist (*hilarité*).

Und noch zum Schluss: Wir haben in den meisten Gemeinden ein Prozent Wachstum. Wer hier im Saal ein gewisses Verständnis für den ländlichen Raum hat, unterstützt uns jetzt. Und ein Mann hier drin hat mich auf eine ganz gute Idee gebracht. Vielen Dank, Markus Wenger, unterstützt doch wenigstens das Postulat, um all dem ein wenig gerecht zu werden.

La présidente. Vous l'avez entendu, le motionnaire a transformé ... (*Agitation dans la salle. Monsieur Zaugg demande la parole pour une déclaration personnelle en réponse à Monsieur Knutti.*) – Vous vous annoncez Monsieur. Bref, M. Zaugg, c'est à vous.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Genau wegen solchen Menschen, wie du einer bist, Thomas Knutti, zieht es mich jetzt mehr ins Emmental (*hilarité*).

La présidente. C'était très bref, bravo. Donc, le motionnaire a transformé en postulat, je rappelle que les points 1 et 3 ont été retirés. Nous votons seulement sur le point 2 en tant que postulat. Ceux qui acceptent ce point 2 en tant que postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 59

Non 77

Abstentions 6

La présidente. Vous avez refusé ce point 2 en tant que postulat.